

Angola

La croissance économique de l'Angola a stagné pendant le premier semestre 2010 en raison d'une accumulation d'arriérés de dette intérieure, puis elle est repartie à la hausse, et les perspectives 2011 et 2012 sont favorables avec la reprise des cours du pétrole.

Il s'agit de mobiliser cette croissance pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et le chômage des jeunes, un enjeu critique en raison de la forte croissance démographique.

Au cours de la dernière décennie, le pays a fortement diversifié ses partenaires et la présence en Angola des économies émergentes (hors Afrique) s'est sensiblement accentuée.

L'économie de l'Angola est fortement dépendante du secteur pétrolier, et elle a été sévèrement touchée par la chute des prix et de la demande en 2009. La croissance du PIB, l'une des plus rapides au monde pendant des années, n'a pas dépassé 3.4 % en 2010, après être tombée à 2.4 % en 2009. Elle avait atteint 13.8 % en 2008. Malgré la reprise des cours pétroliers, la croissance a été entravée en 2010 par une accumulation d'arriérés de dette publique dans les secteurs de la construction et des infrastructures. Les prévisions sont néanmoins optimistes : la croissance devrait rebondir à 7.5 % en 2011, tirée par des cours pétroliers élevés et par une reprise du programme d'investissements publics (PIP).

L'inflation reste un problème en Angola. Après des années d'érosion, elle a rebondi en 2008 (6 %) pour atteindre 13.7 % en 2009 et prendre encore un point de plus en 2010. On prévoit un tassement à 11.7 % en 2011. Ce retour de l'inflation s'explique par une détérioration du taux de change et par la forte augmentation des prix du pétrole et du gazole après la suppression des subventions. L'inflation devrait demeurer à deux chiffres en 2010 et 2011 en raison des contraintes structurelles pesant sur les transports publics et la distribution des produits agricoles.

Les efforts de soutien au taux de change en 2009 ont sévèrement creusé les réserves monétaires, provoquant une révision de la politique monétaire qui a été inscrite dans la nouvelle constitution approuvée en février 2010. La *Banco Nacional de Angola* (BNA) intervient désormais dans la définition des taux de change et des taux d'intérêts au côté des ministères du Plan et des Finances. Avec la récupération du solde budgétaire et de celui des comptes courants, entamée en 2010 dans la foulée de la hausse des cours pétroliers, la politique monétaire devrait se desserrer en 2011, au bénéfice de l'activité du secteur privé.

Si les activités hors secteur pétrolier ont connu une croissance moyenne de 14 % depuis quatre ans, la diversification de l'économie reste faible. Les secteurs du bâtiment et des infrastructures restent très dépendants du PIP, et la croissance de l'agriculture ne fait que refléter l'effet de rattrapage des 27 années de guerre civile subies par le pays jusqu'en 2002. L'industrie minière reste dominée par le pétrole et le diamant, même si les exploitations d'avant guerre de minerai de fer, d'or et de cuivre en cours reprennent. Le commerce, qui s'était développé de façon informelle pendant la guerre, a été fortement perturbé en 2010 par le déplacement décidé par les autorités du marché de Roque Santerio, jusqu'alors le plus grand marché d'Afrique subsaharienne. Les activités industrielles sont largement dominées par les entreprises du secteur pétrolier et gazier.

Alors que le secteur public a toujours du mal à attirer l'investissement privé dans nombre de secteurs, les autorités se sont attaquées depuis 2002 à de grands défis sociaux et économiques sans explosions significatives de violence. La pénurie générale de ressources humaines qualifiées constitue le principal frein à la croissance à moyen terme. Les autorités espèrent améliorer à court terme l'accès aux services de base grâce à un ambitieux plan de développement des infrastructures, encouragé par la bonne note de crédit-risque du pays.

L'économie de l'Angola reste tirée principalement par l'investissement public, entaché par la corruption et la politique. Les programmes nationaux de planification soulignent la nécessité d'une meilleure coordination des politiques, et une politique de développement des infrastructures s'impose avec évidence. Des efforts sont en cours pour encourager le secteur privé et réduire la dépendance de l'économie envers l'investissement public.

L'adoption d'une nouvelle constitution en février 2010 a renforcé l'emprise du président José Eduardo dos Santos sur le pouvoir, depuis trente ans. Le suffrage universel a été aboli pour l'élection présidentielle (le chef de l'État devenant le leader désigné du parti au pouvoir), et le poste de Premier ministre a été remplacé par celui de vice président, placé directement sous l'autorité du président. Bien que le mandat présidentiel ait été limité à deux quinquennats, la réforme ne prend pas en compte les décennies passées au pouvoir par Dos Santos, qui peut donc en principe rester président jusqu'en 2022, la prochaine présidentielle ne devant avoir lieu qu'en 2012.

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), il y aurait près de 70 000 Angolais réfugiés en République démocratique du Congo (RDC), 25 000 en Zambie, 6 000 en Namibie et 2 000 en République du Congo. Ces déplacés perdront fin 2011 leur statut de réfugiés de guerre. Leur réintégration convenable pose un nouveau défi au gouvernement angolais, qui s'ajoute à celui de gérer de façon plus efficace les ressources naturelles non renouvelables du pays et de créer des emplois. Une meilleure gestion exige un renforcement des institutions et un assouplissement de l'emprise étroite de l'exécutif sur le pouvoir, tant sur le plan politique qu'économique.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

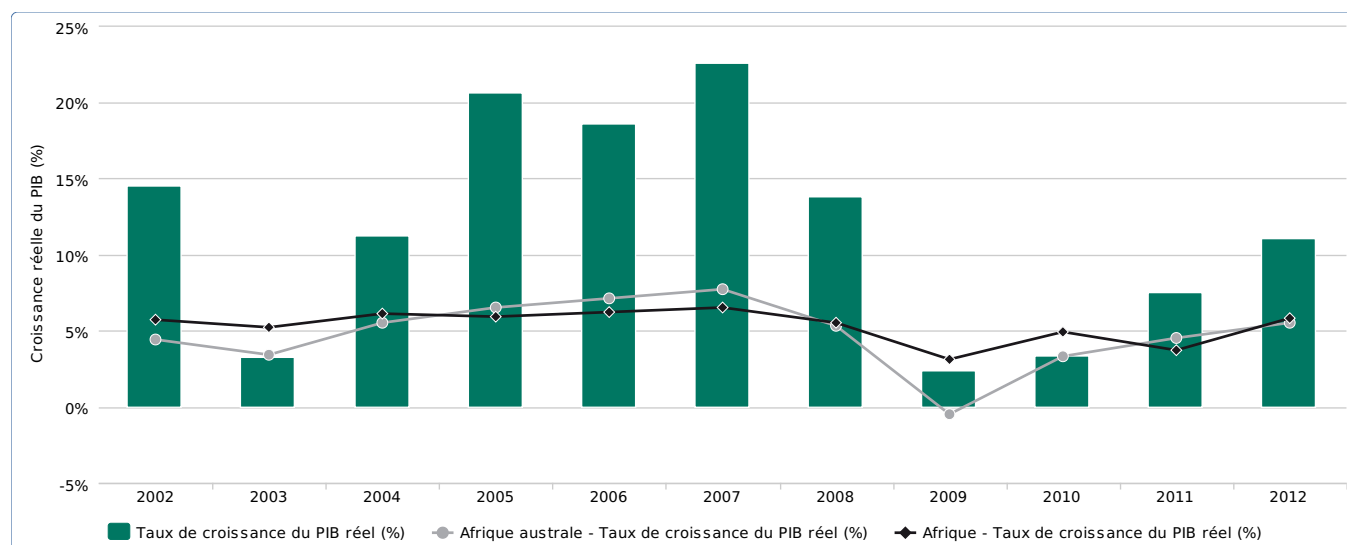
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	2.4	3.4	7.5	11.1
Inflation IPC	13.7	14.7	11.7	12.1
Balance budgétaire % PIB	-8.6	7.3	6.7	8.1
Balance courante % PIB	-10	1	-3.8	3.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932413984>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411628>